

Emplois : **repre** nous la main !

Mardi 18 janvier, environ 200 collègues se sont rassemblés à la DRFIP. Porteurs de plus de 1000 signatures de la lettre ouverte intersyndicale, les agent(e)s ont tenu, à partir de leur vécu, à exprimer leur exaspération, leur mal être au travail ; ils ont exigé l'arrêt des suppressions d'emplois et réclamé un plan de recrutement permettant d'assurer les missions.



Bien que voulant apparaître comme droite dans ses bottes, la Direction n'aura pas réussi à dissimuler son malaise face au tranchant des interventions des collègues venus des services de l'agglomération toulousaine.

Au travers de réponses de fortune, le Directeur Régional se sera livré à un véritable numéro d'illusionniste consistant à approuver la politique anti-fonctionnaire et anti-service public conduite par la bande à Sarkozy tout en expliquant que ces mêmes orientations n'avaient pas encore produit tous leurs effets en terme de gain de productivité.

En clair, rien selon lui, ne justifie la remise en cause des suppressions d'emplois !!!

Suite des morceaux choisis



Quand la souffrance au travail est pointée du doigt à l'assemblée nationale :

« La DGFIP est en train d'achever une opération délicate : la fusion de deux grandes directions administratives, mais le fonctionnement en flux tendus tant au niveau des agents que des crédits rend plus difficile l'opération. [...]

Pour le Rapporteur spécial, la DGFIP doit se préoccuper des conditions de travail et du climat interne pour éviter de créer un syndrome France Télécom. »

Extraits du rapport présenté par le député Philippe Carrez sur la gestion des finances publiques et des ressources humaines

Nous ne lâcherons rien !! :

Tandis qu'il manque des emplois dans tous les services, que des postes implantés ne sont pas pourvus, la Direction, actrice zélée de la politique gouvernementale et bien rémunérée, anticipe les suppressions d'emplois !

- En 2011, 29 nouveaux emplois détruits par la Direction Locale contre 15 annoncées par la Centrale.
- Au 1^{er} Avril, avant mouvement de mutation Gestion Publique, 81,3 postes non pourvus, toutes filières confondues !
- Des mutations gelées, des tentatives à peine déguisées de mise en œuvre de la mobilité forcée.

La CGT Finances Publiques 31 appelle les agent(e)s à reprendre le contrôle de la situation en constituant des délégations de services pour participer en qualité d'expert(e)s à la deuxième convocation du CTP Départemental programmé le Lundi 24 Janvier à 9h30 à la Trésorerie Générale (Place occitane).

- Ensemble, empêchons le gel des postes et les suppressions d'emplois anticipées !!
- Imposons un mouvement complémentaire permettant de pourvoir l'intégralité des emplois vacants.



**NON AUX SUPPRESSIONS D'EMPLOIS,
OUI A L'EXERCICE DES MISSIONS PLEINES ET ENTIERES**

Toulouse, le 18 janvier 2011